

T

ENDANCES

LOGEMENT

Mai 2003, volume 8, numéro 5

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Les mises en chantier d'habitations toujours à un niveau élevé en avril

Le nombre désaisonnalisé annualisé¹ de mises en chantier d'habitations, qui s'est établi à 207 800 en avril, continue de témoigner de la robustesse de l'activité dans le secteur de la construction résidentielle au pays.

Les facteurs économiques fondamentaux au Canada continuent de soutenir la vitalité du marché du neuf, alors que les faibles stocks de logements achevés et inoccupés encouragent les constructeurs à demeurer actifs. De janvier à avril, le nombre réel de mises en chantier a devancé de 7 % celui enregistré à pareille période l'an dernier.

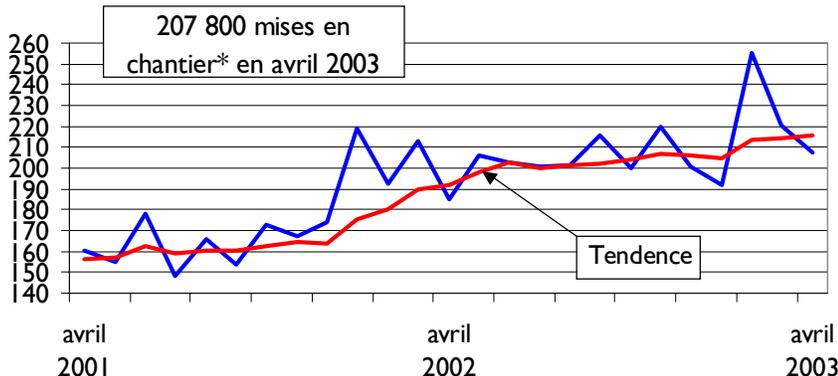
De mars à avril, le nombre désaisonnalisé annualisé de mises en chantier de logements collectifs en milieu urbain a diminué de 14,3 %,

passant de 95 700 à 82 000. Ce recul atteste le retour à un niveau comparable à ceux observés au cours des mois précédents dans la région de l'Atlantique. Globalement, en données réelles, le cumul annuel des mises en chantier de logements collectifs dans les centres urbains est demeuré élevé, ayant progressé de 17,4 % par rapport à la période correspondante de 2002.

En données désaisonnalisées annualisées (DDA), les mises en chantier de maisons individuelles dans les centres urbains ont augmenté de 3,5 % pour se fixer à 96 500 en avril, contre 93 200 en mars. En données réelles, le cumul annuel a régressé de 1,6 % par rapport à celui de la période correspondante de 2002.

En avril, on estimait à 29 300 le nombre désaisonnalisé annualisé de mises en chantier dans les régions rurales. ■

Mises en chantier au Canada - Toutes les régions*



Sommaire

Pourquoi le prix des logements neufs est-il en hausse?----- 2

Chronique* sur le Régime d'accession à la propriété (grâce aux REER): Colombie-Britannique - 3

Les Canadiens utilisent Internet pour se renseigner sur les prêts hypothécaires ----- 3

Hausse du nombre d'habitations vendues au moment de l'achèvement ----- 4

Modeste hausse du coût des matériaux de construction-----4

Marché du travail dans le secteur de la construction résidentielle : regard sur la conjoncture à l'échelle nationale-----5

La location de copropriétés influe sur le taux d'inoccupation à Toronto -----6

Tableaux -----7



AU COEUR DE L'HABITATION
Canada

* Données désaisonnalisées annualisées

¹⁻² Voir les notes en page 2.

1. Toutes les données sur les mises en chantier mentionnées dans le présent communiqué (à l'exception des données réelles) sont des données désaisonnalisées annualisées (DDA), c'est-à-dire des chiffres mensuels réels corrigés des variations saisonnières et multipliés par 12 afin de refléter le rythme d'activité sur un an.
2. Les données du mois dernier sont des données provisoires; elles peuvent être révisées pour tenir compte de corrections ou de mises à jour liées à l'enquête trimestrielle ou aux résultats de l'échantillonnage.

Questions :

Edward Heese, | 613 748-2868

ou eheese@cmhc-schl.gc.ca

Abonnements : | 613 748-2006 ou
<http://www.cmhc-schl.gc.ca/mktinfo/store>

Collaborateurs : David Weingarden Ali Manouchehri
 Julie Privora Edward Heese Rob Genier

© Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2003.

Tous droits réservés. L'abonné est autorisé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement à se faire une copie électronique et une copie imprimée du présent document, à la condition toutefois que ce soit pour son usage personnel seulement. Il est donc interdit de reproduire, de modifier ou de redistribuer une partie quelconque de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, à d'autres fins que celle qui est susmentionnée (notamment à des fins commerciales), sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

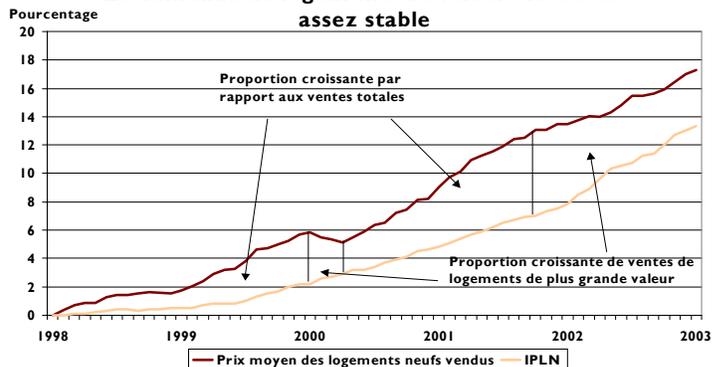
Pourquoi le prix des logements neufs est-il en hausse?

Est-ce parce que les logements neufs sont de plus en plus chers, ou parce que les consommateurs s'offrent des habitations de gamme supérieure?

- Selon les résultats du **Relevé des logements écoulés sur le marché** de la SCHL, le prix moyen des logements neufs a augmenté de 17,3 % depuis 1998. Cette progression résulte de deux facteurs fondamentaux : l'appréciation des habitations sur le marché (des logements équivalents situés dans le même secteur se vendent plus cher) et l'évolution de la demande (il se vend proportionnellement plus d'habitations de valeur supérieure, ce qui fait monter le prix de vente moyen). La valeur d'un logement est fonction notamment de son emplacement, de sa taille, ainsi que du nombre et de la qualité de ses commodités.
- La SCHL recueille des données sur le nombre et le prix des habitations neuves au moment où elles sont achevées et vendues. Les prix moyens calculés à partir de ces données renseignent sur l'évolution du prix que paie le consommateur pour un logement neuf. On peut différencier l'incidence de l'appréciation des logements et celle de l'évolution de la demande sur la tendance des prix moyens grâce à l'Indice des prix des logements neufs (IPLN), établi par Statistique Canada. L'IPLN mesure l'appréciation du marché, car il suit l'évolution temporelle des prix de vente des habitations neuves en tenant compte de trois constantes : l'emplacement, la taille et les commodités. L'IPLN renseigne aussi sur la progression des prix des terrains.
- L'augmentation du prix moyen des logements neufs et celle de l'IPLN sont illustrées dans le graphique ci-contre. L'écart entre les tracés montre

l'évolution de la demande. Cet écart s'accroît lorsqu'il se vend proportionnellement plus de logements dont la valeur est élevée, et il se resserre quand le nombre de transactions visant des habitations de cette catégorie diminue en proportion du total des ventes.

La demande de logements de valeur élevée est assez stable



Sources : SCHL, Statistique Canada

- Le graphique, basé sur les données pour l'ensemble du Canada, montre que de 1998 à 2000, l'écart s'est creusé, indiquant que la hausse des prix des logements neufs était principalement attribuable au fait que les consommateurs choisissaient de s'offrir des logements de plus grande valeur. Depuis octobre 2001, l'écart est demeuré essentiellement constant ou s'est amenuisé, ce qui permet de conclure que l'évolution des prix en général découle en grande partie de l'appréciation du marché. À noter toutefois que la proportion des ventes d'habitations ayant une plus grande valeur reste de loin supérieure à celle enregistrée en 1998. ■

Chronique* sur le Régime d'accèsion à la propriété (grâce aux REER) : Colombie-Britannique

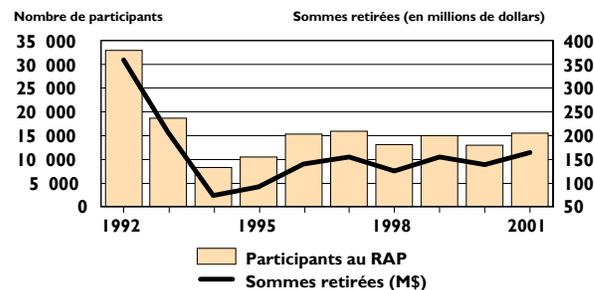
Plus de 150 000 habitants de la Colombie-Britannique ont profité du Régime d'accèsion à la propriété depuis que ce dernier a été créé.

- Le Régime d'accèsion à la propriété (RAP) a été lancé en 1992 par le gouvernement fédéral dans le but d'aider les Canadiens à acheter une habitation. Il permet aux Canadiens répondant à certains critères d'admissibilité de puiser jusqu'à 20 000 \$ dans leur régime enregistré d'épargne-retraite (REER), en franchise d'impôt. Les montants retirés demeurent exempts d'impôt s'ils sont remboursés dans un délai de 15 ans.
- En Colombie-Britannique, le RAP, conjugué aux bas taux hypothécaires, a aidé en 2001 plus de 15 000 personnes à concrétiser leur rêve de devenir propriétaire. Au total, plus de 165 millions de dollars ont été puisés dans des REER pour l'achat d'une habitation. Le montant moyen retiré s'élevait à 10 550 \$.
- Depuis que le RAP a été créé, en 1992, quelque 158 000 Britanno-Colombiens y ont participé, ce qui a permis d'injecter 1,6 milliard de dollars dans le marché de l'habitation. Plus de 24 %

des fonds retirés ont déjà été remboursés.

- Les acheteurs britanno-colombiens ont représenté environ 13 % des participants au Régime, et on leur attribue aussi 13 % des sommes retirées des REER dans le cadre du RAP. ■

Participation des habitants de la Colombie-Britannique au Régime d'accèsion à la propriété



Sources : SCHL; ADRC

* Cette chronique sera reprise dans les prochains numéros de *Tendances logement*. Toutes les régions du Canada seront examinées. La province de l'Ontario a fait l'objet de la chronique du numéro de mars, et le Québec, de celle du numéro d'avril.

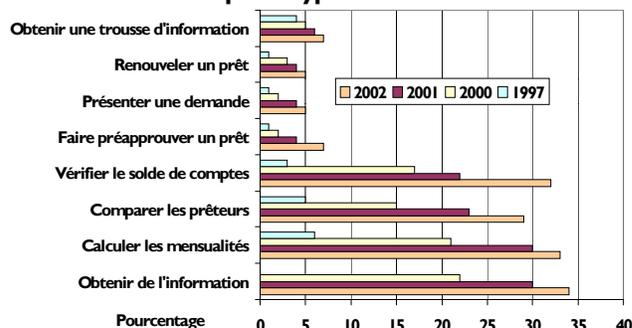
Les Canadiens utilisent Internet pour se renseigner sur les prêts hypothécaires

L'essor des sociétés point-com est peut-être terminé, mais pour beaucoup de consommateurs Internet demeure un outil précieux, particulièrement pour l'exécution de transactions courantes.

- Selon l'Enquête FIRM (Financial Industry Research Monitor), la proportion de personnes qui utilisent Internet à des fins liées aux emprunts hypothécaires a augmenté régulièrement. La plupart utilisent Internet pour se renseigner et effectuer des opérations courantes (faire des paiements ou vérifier le solde de leurs comptes, par exemple). Peu de gens s'en servent pour obtenir des trousseaux d'information, sans doute parce que les renseignements présentés sur le Web suffisent à répondre à leurs besoins.
- L'utilisation d'Internet croît moins rapidement pour les demandes d'emprunt ou les renouvellements de prêt que pour d'autres types d'opérations. Néanmoins, 10 % des répondants ayant déjà un prêt hypothécaire ont exprimé un vif intérêt pour les demandes d'emprunt en ligne et 15 %, pour les renouvellements de prêt. La question de la sécurité et le désir de négocier les conditions du contrat pourraient toutefois influencer sur le nombre de personnes qui donneront suite à leurs propos.

- La proportion de répondants ayant exprimé des préoccupations quant à la sécurité est descendue à 38 % en 2002, après avoir culminé à 49 % en 2000, ce qui indique que les prêteurs ont réussi, dans une certaine mesure, à apaiser les craintes à ce sujet. Toutefois, la proportion de répondants qui estiment pouvoir obtenir des modalités plus avantageuses à une succursale demeure inchangée depuis 1999 (34 %). ■

Utilisation d'Internet à des fins liées aux prêts hypothécaires



Sources : Enquête FIRM, décembre 2002, ClaytonResearch/Ipsos-Reid

Hausse du nombre d'habitations vendues au moment de l'achèvement

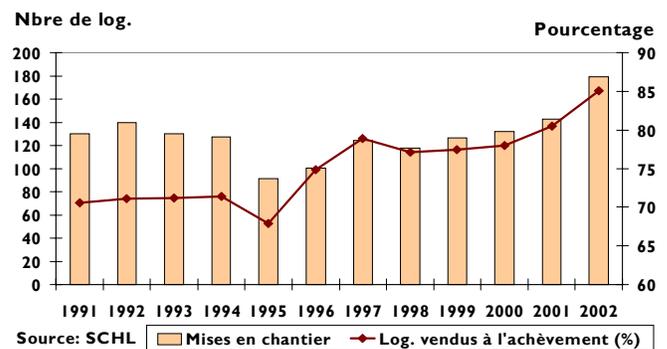
En 2002, le pourcentage d'habitations déjà vendues au moment de l'achèvement a dépassé 85 %, illustrant la forte demande et la capacité accrue des constructeurs d'adapter l'offre à la demande.

- Le volume de logements écoulés, c'est-à-dire le nombre d'habitations à la fois achevées et vendues, peut servir à étudier la situation de l'offre et de la demande sur le marché. Une des méthodes utilisées pour évaluer la conjoncture du marché consiste à déterminer le nombre et le pourcentage de logements vendus à l'achèvement. Les tendances observées récemment font ressortir deux points : la demande a été vive, et le secteur de la construction résidentielle parvient mieux à faire correspondre l'offre à la demande.
- Si la proportion de logements déjà vendus à l'achèvement est élevée en période d'activité intense, on peut alors conclure que la demande est forte, car peu d'habitations achevées restent sans preneur.
- Tel était le cas en 2002, année où cette proportion a dépassé 85 % et où le nombre de mises en chantier en milieu urbain a atteint son niveau le plus élevé en 13 ans. Lorsque le pourcentage de logements vendus à l'achèvement recule, les stocks commencent à gonfler, signe que la

production d'habitations neuves dépasse la demande. Par la suite, le rythme de la construction ralentit et les pressions à la baisse s'exerçant sur la proportion de logements vendus à l'achèvement s'atténuent.

- Dans l'ensemble, le secteur de l'habitation arrive à équilibrer davantage l'offre par rapport à la demande. Il le doit à sa capacité d'évaluer la demande avec précision et de limiter le nombre de logements construits sans commande. ■

L'équilibre est meilleur entre l'offre et la demande



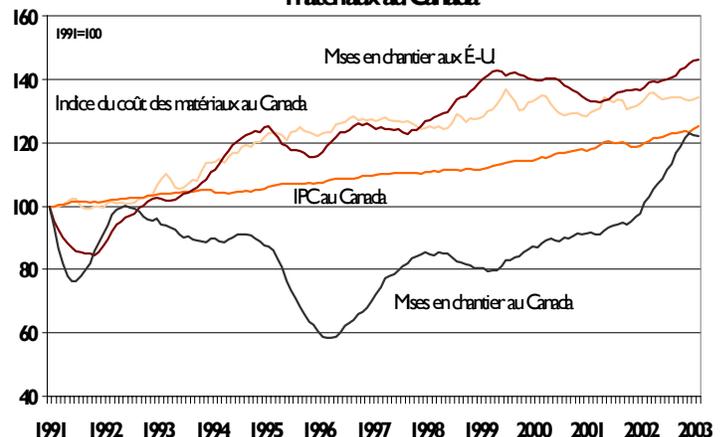
Modeste hausse du coût des matériaux de construction

Même si l'essor de la construction résidentielle implique une hausse de la demande de matériaux de construction, le coût global de ces derniers a progressé à un rythme inférieur au taux d'inflation depuis 2000.

Cette tendance s'explique principalement par deux facteurs :

- Premièrement, puisque la plupart des matériaux de construction sont exportés librement depuis l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange, leur prix au Canada dépend surtout des tendances de la construction aux États-Unis. Depuis le milieu de 1999, le rythme de croissance des mises en chantier dans ce pays est inférieur à celui observé au Canada.
- Deuxièmement, l'indice utilisé pour suivre l'évolution du coût des matériaux de construction repose sur le prix de 39 produits. Bien que le prix de certains produits augmente, celui d'autres matériaux (comme le bois) a diminué. Ainsi, la hausse globale du coût des matériaux de construction demeure faible. ■

Les mises en chantier aux É-U influent sur le coût des matériaux au Canada



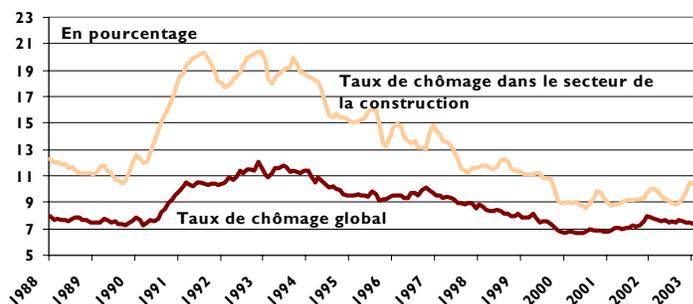
Marché du travail dans le secteur de la construction résidentielle : regard sur la conjoncture à l'échelle nationale

La construction résidentielle est en hausse au Canada, si bien que les intervenants de ce secteur d'activité craignent une pénurie de main-d'oeuvre.

- Selon les données sur les permis de construire, la production d'habitations neuves se situe près du sommet atteint vers la fin des années 1980. Cette activité intense fait craindre une pénurie de main-d'oeuvre – problème le plus fréquemment mentionné lors de l'enquête réalisée auprès des constructeurs et des rénovateurs et dont les résultats sont présentés dans le numéro de l'hiver 2002-2003 du Pulse Survey, publié par l'Association canadienne de des constructeurs d'habitations. Les tendances que suivent l'emploi et le taux de chômage dans le secteur de la construction résidentielle peuvent permettre de mieux comprendre la question.

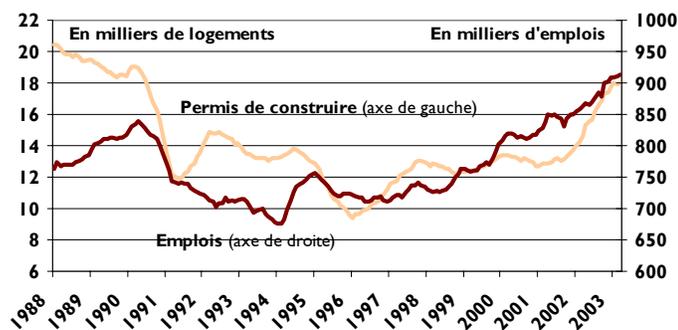
des volumes d'activité. Ces temps-ci, les niveaux d'emploi sont de loin supérieurs à ceux observés vers la fin des années 1980. Le taux de chômage dans ce secteur, qui oscille actuellement autour de 9 ou 10 %, est un peu plus faible que le taux enregistré au cours de la dernière période d'essor (fin des années 1980).

Chômage : retour au creux cyclique



Sources : SCHL, Statistique Canada

La demande de main-d'oeuvre est forte



Sources : SCHL, Statistique Canada

- À l'échelle nationale, l'emploi dans le secteur de la construction s'est accru parallèlement à la hausse

- Le taux de chômage dans le domaine de la construction diffère considérablement d'une région à l'autre. Dans certaines provinces, comme l'Ontario et l'Alberta, le marché du travail est plus serré et pourraient par conséquent voir se produire des décalages entre les besoins et les disponibilités en ce qui concerne les types de spécialistes et de spécialités. ■

Taux de chômage (%) dans le secteur de la construction

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Colombie-Britannique	16,3	13,7	13,2	12,7	10,6	11,1	10,7	10,1	9,4	10,2
Alberta	16,4	13,9	12,3	11,3	7,4	8,2	8,3	7,0	6,3	7,0
Saskatchewan	21,3	17,0	13,6	13,4	9,6	10,9	13,3	11,1	9,9	10,2
Manitoba	17,5	15,8	14,2	11,9	11,3	9,5	9,3	8,2	8,6	9,5
Ontario	17,2	15,6	13,3	12,0	10,3	8,4	7,9	5,8	6,2	6,9
Québec	21,6	19,1	18,1	17,1	18,1	16,8	13,7	11,1	11,8	11,8
Nouveau-Brunswick	22,6	25,3	22,5	19,8	24,4	23,8	17,8	19,5	23,1	20,1
Nouvelle-Écosse	25,8	23,8	22,5	20,2	21,0	17,5	15,6	18,4	15,6	15,9
Île-du-Prince-Édouard	35,0	30,8	24,3	20,2	29,7	24,1	23,5	22,1	18,0	17,6
Terre-Neuve	37,1	34,7	28,2	34,6	38,5	35,1	32,6	28,9	30,4	33,8

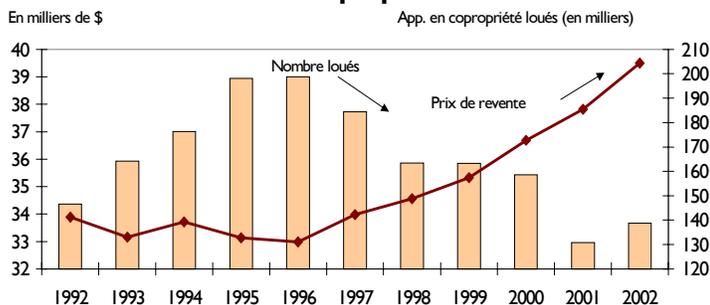
Sources : SCHL, Statistique Canada

La location de copropriétés influe sur le taux d'inoccupation à Toronto

La construction d'appartements en copropriété a été robuste à Toronto. Cette forte activité a-t-elle des répercussions sur le marché locatif?

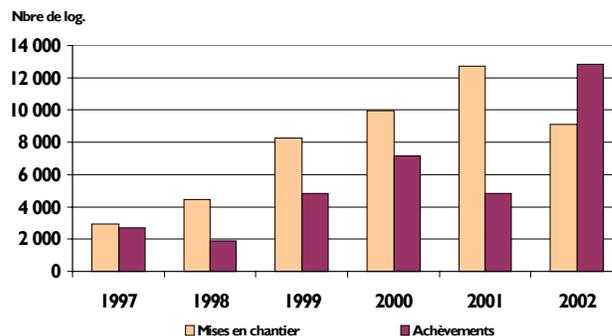
- Les appartements en copropriété constituent maintenant une part importante du marché de l'habitation à Toronto. Selon le *Rapport sur les copropriétés pour le Grand Toronto*, publié par la SCHL, la région métropolitaine de recensement (RMR) de la capitale provinciale comptait 157 266 appartements en copropriété en 2002, soit près de 50 % de plus qu'en 1992.
- La majorité des copropriétés sont achetées par des personnes ayant l'intention de les occuper. Des investisseurs en achètent aussi une certaine proportion en vue de les revendre lorsque la plus-value en capital répondra à leurs attentes. En attendant, ils les offrent en location.
- La montée du prix des appartements en copropriété à Toronto à partir de 1996 a incité fortement les investisseurs à vendre. En 2001, le nombre de copropriétés offertes en location avait ainsi diminué de 6 000, après avoir culminé à 39 000 en 1996. Durant la même période, le taux d'inoccupation des appartements est descendu à 0,1 % et à 0,9 %, respectivement, sur le marché des copropriétés offertes en location et sur le marché locatif principal, lequel fait l'objet de [l'Enquête sur les logements locatifs](#) de la SCHL. Dans les deux cas, il s'agissait d'un recul de 0,3 point de pourcentage.

La hausse du prix de revente fait diminuer le nombre de copropriétés louées



Source: SCHL; S.I.A.®

Mises en chantier et achèvements d'appartements en copropriété à Toronto



Source : SCHL

- En 2002, plus de 12 800 appartements en copropriété ont été achevés à Toronto, soit au moins deux fois plus que la moyenne des trois années précédentes. Il s'agit également d'un record absolu. Cet essor de l'offre s'est répercuté de deux manières différentes sur le marché locatif :
 - Il a entraîné une légère augmentation du nombre d'appartements en copropriété offerts en location, et ce, malgré la hausse persistante des prix sur le marché des copropriétés existantes.
 - Il a contribué à faire grimper le taux d'inoccupation des logements locatifs à un niveau qui n'avait pas été égalé en plus de 10 ans (2,5 %). Grâce aux bas taux hypothécaires et au robuste marché du travail en 2000, il a été plus facile pour les ménages locataires de devenir propriétaires. Cette situation a stimulé la demande dans toutes les catégories de logement. Toutefois, les accédants sont plutôt attirés par les appartements en copropriété, ceux-ci étant moins chers en moyenne que les autres types d'habitation. En raison de la forte hausse du nombre de copropriétés achevées en 2002, beaucoup de ménages ont quitté leur appartement locatif pour emménager dans leur logement neuf. ■

Données sur le marché de l'habitation (en DDA)

	2002	T3:02	T4:02	T1:03	M2:03	M3:03	M4:03
Mises en chantier, en milliers de logements							
Canada, toutes catégories et régions	205,0	205,5	211,6	222,2	254,9	220,4	207,8
Variation en %	26,0	3,9	3,0	5,0	33,1	-13,5	-5,7
Canada, toutes catégories, régions rurales	25,9	24,7	25,7	31,5	31,5	31,5	29,3
Variation en %	26,7	0,4	4,0	22,6	0,0	0,0	-7,0
Canada, toutes catégories, régions urbaines	179,1	180,8	185,9	190,7	223,4	188,9	178,5
Variation en %	25,9	4,4	2,8	2,6	39,6	-15,4	-5,5
Canada, log. individuels, régions urbaines	103,1	103,5	106,9	97,0	102,0	93,2	96,5
Variation en %	31,7	0,4	3,3	-9,3	5,9	-8,6	3,5
Canada, log. collectifs, régions urbaines	76,1	77,3	79,0	93,7	121,4	95,7	82,0
Variation en %	18,7	10,3	2,2	18,6	90,6	-21,2	-14,3
Terre-Neuve, toutes catégories et régions	2,4	2,1	2,9	1,6	2,0	1,5	2,3
Variation en %	35,3	-16,0	38,1	-44,8	53,8	-25,0	53,3
Île-du-Prince-Édouard, toutes catégories et régions	0,8	0,9	0,7	0,9	0,9	0,7	0,4
Variation en %	14,8	12,5	-22,2	28,6	-10,0	-22,2	-42,9
Nouvelle-Écosse, toutes catégories et régions	5,0	4,4	5,9	9,9	6,3	19,9	4,0
Variation en %	21,5	-8,3	34,1	67,8	85,3	215,9	-79,9
Nouveau-Brunswick, toutes catégories et régions	3,9	3,3	5,1	3,7	3,6	3,4	5,4
Variation en %	11,6	-19,5	54,5	-27,5	-12,2	-5,6	58,8
Québec, toutes catégories et régions	42,5	43,7	45,4	46,8	47,7	44,6	42,8
Variation en %	53,4	8,7	3,9	3,1	-0,8	-6,5	-4,0
Ontario, toutes catégories et régions	83,6	83,4	80,7	90,2	121,0	78,9	76,7
Variation en %	14,1	3,1	-3,2	11,8	70,9	-34,8	-2,8
Manitoba, toutes catégories et régions	3,6	3,9	3,7	3,5	3,4	3,3	3,1
Variation en %	22,1	14,7	-5,1	-5,4	-12,8	-2,9	-6,1
Saskatchewan, toutes catégories et régions	3,0	3,4	3,4	3,4	2,8	3,8	4,8
Variation en %	24,4	36,0	0,0	0,0	-26,3	35,7	26,3
Alberta, toutes catégories et régions	38,8	36,6	40,1	38,4	42,0	40,3	40,1
Variation en %	32,8	-5,4	9,6	-4,2	27,7	-4,0	-0,5
Colombie-Britannique, toutes catégories et régions	21,6	23,8	23,6	23,8	25,2	24,0	28,1
Variation en %	25,5	19,6	-0,8	0,8	13,5	-4,8	17,1

SOURCE : SCHL

Toutes les données sont désaisonnalisées et annualisées (DDA); celles du mois le plus récent sont provisoires.
Variation en pourcentage : variation en pourcentage par rapport à la période précédente.

Mises en chantier en régions urbaines (DDA)*

	2002	T3:02	T4:02	T1:03	M2:03	M3:03	M4:03
Canada	179,1	180,8	185,9	190,7	223,4	188,9	178,5
Terre-Neuve	1,6	1,4	1,5	1,2	1,6	1,1	1,8
Île-du-Prince-Édouard	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3
Nouvelle-Écosse	3,7	3,5	4,7	8,6	5,0	18,6	2,4
Nouveau-Brunswick	2,6	2,3	3,6	2,1	2,0	1,8	4,5
Québec	33,5	35,3	36,4	35,2	36,1	33,0	34,0
Ontario	79,6	79,3	76,9	83,9	114,7	72,6	71,1
Manitoba	2,2	2,6	2,1	2,1	2,0	1,9	1,7
Saskatchewan	2,4	3,0	2,7	2,7	2,1	3,1	4,2
Alberta	32,7	30,3	34,9	33,5	37,1	35,4	33,2
Colombie-Britannique	20,3	22,5	22,6	20,9	22,3	21,1	25,3

* Données désaisonnalisées annualisées (DDA), en milliers de logements.

Principaux indicateurs du marché de l'habitation

	2002	T3:02	T4:02	T1:03	M2:03	M3:03	M4:03
Logements neufs*							
Indiv. et jum. achevés et inocc., en milliers	4.8	4.6	4.8	4.6	4.5	4.5	n.d.
Variation en %	-16.4	-5.6	4.7	-5.3	-2.1	-1.6	n.d.
Rang. et app. achevés et inocc., en milliers	5.1	4.8	5.1	5.1	5.2	5.2	n.d.
Variation en %	-16.5	-9.6	7.1	-0.5	9.4	0.9	n.d.
Indice des prix (1992 = 100)	110.4	110.9	112.4	n.d.	113.8	n.d.	n.d.
Variation en %	4.1	0.9	1.3	n.d.	0.4	n.d.	n.d.
Logements existants**							
Ventes S.I.A.® (en milliers de logements)	421.2	402.7	409.9	401.6	396.5	386.2	n.d.
Variation en %	10.6	-2.3	1.8	-2.0	-6.1	-2.6	n.d.
Prix moyens S.I.A.® (en milliers de \$)	188.2	189.7	192.6	197.8	196.2	201.7	n.d.
Variation en %	9.7	1.0	1.6	2.7	0.3	2.8	n.d.
Marché hypothécaire							
Taux hypothécaire à 1 an (en %)	5.17	5.33	5.03	5.05	4.90	5.35	5.35
Taux hypothécaire à 5 ans (en %)	7.02	6.85	6.80	6.63	6.60	6.85	6.65

SOURCES : SCHL, Statistique Canada, Banque du Canada, Association canadienne de l'immeuble.

Variation en pourcentage : variation par rapport à la période précédente.

n.d. : données non disponibles.

*Données désaisonnalisées. **Données désaisonnalisées annualisées (DDA).